

# ***Arguments pour la lutte sociale n° 57***

## ***du 16 octobre 2016***

### **Le coup d'État picrocholin**

Le même jour (en fait la veille par le jeu des fuites!), François Hollande publie une interview censée donner le coup d'envoi à sa marche triomphale vers la candidature à sa succession, et laisse paraître un livre dont le seul titre vaut programme : *Un président ne devrait pas dire ça*. Et c'est la catastrophe - la catastrophe « hollandaise », donc déjà inscrite dans le paysage, déjà connue, mais à un degré qui surprend tout le monde, à commencer par le dernier carré des partisans du président, certainement les plus consternés.

C'est le coup d'État picrocholin, le coup d'État-balle dans le pied, le coup d'État sado-maso. On ne saurait en effet comprendre et la nature et la portée de cet événement si on ne l'inscrit dans la série des nombreux petits et moyens coups d'État de l'année écoulée, accélération du régime du « coup d'État permanent », ainsi que feu Mitterrand avait qualifié le régime de la V<sup>e</sup> République.

13 novembre 2015, massacre islamiste à Paris. Dans la nuit et les jours qui suivent, président, premier ministre et ministre de l'Intérieur instaurent l'« état d'urgence » et lancent une opération de révision constitutionnelle visant à doper le caractère autoritaire de la constitution de 1958, en y intégrant de plus une remise en cause du principe du droit du sol empruntée à l'extrême-droite.

17 février 2016, une « fuite » orchestrée d'en haut donne connaissance du contenu de la loi dite « El Khomri » bien avant sa présentation en conseil des ministres, loi inversant la hiérarchie des normes dans le droit du travail, autrement dit : faisant éclater le code du travail entreprise par entreprise, avec cette « fuite » complémentaire que, comme ce sera en effet le cas, cette loi passera au 49-3. L'« état d'urgence » va servir à réprimer les manifestations qui vont monter dans tout le pays, cependant que la réforme constitutionnelle s'enlise et disparaît dans les marécages.

15 juin 2016, au lendemain d'une manifestation nationale de centaines et de centaines de milliers de travailleurs structurés dans leurs cortèges syndicaux, émaillée de provocations de la police et de « casseurs » instrumentalisés, dans un climat médiatique usant des amalgames entre CGT et terrorisme, le premier ministre annonce son intention d'interdire les manifestations. Une épreuve de force se dessine autour des manifestations syndicales de fin juin, finalement non interdites - le gouvernement recule - mais soumises à un corsetage inadmissible. Quelques semaines plus tard, après le massacre islamiste de Nice et la reconduction de l'état d'urgence, la loi El Khomri passe (au 49-3).

12 octobre 2016. Cette fois ci, le petit coup d'État n'est ni un coup de force ni une tentative de coup de force, mais il centralise bel et bien tout sur l'exécutif et

l'institution présidentielle. C'est - comment l'appeler ? - un coup de mou, un gag, un coup de faiblesse, un spasme, une pâmoison ... L'individu président s'y exhibe dans une médiocrité exceptionnelle du point de vue même de l'individu « normal » qu'il dit être. Médiocrité d'autant plus exceptionnelle qu'il semble bien avoir pensé faire montre de fine stratégie en consacrant apparemment beaucoup de son temps à faire de soi-disant augustes confidences à des journalistes !

F. Hollande serait donc un imbécile ? Ne soyons pas dupes, la question n'est pas qu'individuelle : la déliquescence de l'individu président, c'est la déliquescence d'un régime, régime qu'aucun des coups d'État précédents n'a renforcé, bien au contraire, alors que telle en était l'intention.

La question « *institutionnelle* » est posée, ont d'ailleurs, avec le décorum approprié, robe d'hermine et tout l'attirail, proclamé les grands sachems de la magistrature, MM. Louvel et Marin, respectivement premier président de la Cour de cassation et procureur général, le lendemain de la publication des propos hollando-présidentiels rapportés dans le livre d'entretiens, selon lesquels « *la lâcheté* » caractérise ces messieurs les magistrats. Ceux-ci ont, fait significatif, fait le rapprochement avec maints propos de Nicolas Sarkozy, proclamé « *humiliée* » la magistrature française et affirmé qu'il faudrait bien que la question « *institutionnelle* » de l'indépendance ou de la dépendance de la dite magistrature soit tranchée par le peuple !

En somme, les pontifes de l'institution judiciaire soi-disant « indépendante » proclament que les deux derniers présidents de ce régime ne se comportent plus comme des présidents, et du coup sortent, à leur corps défendant, de leur rôle propre ! Et le caractère pitoyable et picrocholin du corps du délit, au lieu de relativiser la crise, finit de l'aggraver. La V<sup>e</sup> République, régime bonapartiste inachevé, qui n'a pu être transformée en dictature malgré les massacres islamistes et les efforts de l'année écoulée, se carbonise elle-même en une sorte d'opéra bouffe dérisoire !

## Sous les primaires, l'orage

Par un hasard qui ne l'est pas, le même jour (jeudi 13 octobre) où éclatait ce que l'on peut, avec un brin de dérision, appeler l'« affaire Hollande », se déroulait sur TF1 le « grand débat des primaires de la droite », où les 7 candidats et les journalistes de cour qui les interrogeaient prirent bien garde de ne pas en rajouter sur la crise institutionnelle. **La simple existence d'un tel débat suffisait d'ailleurs à souligner celle-ci.** Car les « primaires » sont la négation du régime présidentiel plébiscitaire tel que l'avaient voulu De Gaulle et Debré.

Elles ne nous ramènent pas pour autant au « régime des partis » qui leur servait de repoussoir. LR n'est pas plus un « parti » que les associations gaullistes et néo-gaullistes qui l'ont précédé et les « primaires » ont servi à la mise entre parenthèses du PS en tant que parti, même si leur réédition sous la présidence de Hollande est une manifestation et un facteur de son affaiblissement. C'est un jeu

de factions et de clientèles auquel on assiste, par lequel le scénario anticipé des présidentielles devrait finalement être tranché par avance lors de « primaires ». Ce scénario, combiné au désintérêt populaire massif pour les présidentielles en tant que telles, sans précédent dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, achève de délégitimer par avance le futur président.

Les candidats à la primaire de LR ont avant tout tapé sur les fonctionnaires et sur les syndicats, menaçant le statut de la fonction publique. Ces menaces permettant à la gauche dite de gouvernement de dire que la droite est toujours la droite et qu'il faut lui faire barrage en se rangeant derrière elle malgré tout. Ce n'est plus crédible, et ceci à une échelle de masse. L'école publique a été sérieusement attaquée et affaiblie sous Hollande (loi Peillon, réforme dite des « rythmes », réforme du collège), ainsi que la fonction publique territoriale notamment. Les Sarkozy et autres Juppé disent en vouloir aux 35 heures mais ne cachent pas que l'essentiel n'est plus là, que la déréglementation du droit du travail et donc du temps de travail devrait se faire entreprise par entreprise : la loi El Khomri en ouvre la possibilité, et c'est « la gauche » qui l'a fait. Licencier les fonctionnaires, c'est l'étape suivante du programme unique de tous, celui du MEDEF qui a félicité Hollande pour son efficacité, supérieure selon lui à Sarkozy. **Quel que soit le président et le gouvernement en 2017, la destruction du statut des fonctionnaires sera à leur agenda, car il s'agit de privatiser les services publics, de réduire les droits de tous les salariés et de casser les syndicats.**

Le message adressé au bon peuple pour les présidentielles est le suivant : Juppé est programmé pour être président, étant celui qui comporte le moins de dangers de crise et de coups d'État contre-productifs, il doit passer devant Sarkozy aux primaires de la droite, et être élu grâce à Mme Le Pen à la présidentielle proprement dite, le bon peuple de gauche qui prend tous les coups étant prié de lui donner un petit coup de pouce dès la primaire, de voter « à gauche » au premier tour de la présidentielle pour montrer que la gauche c'est la gauche (qu'elle aime les fonctionnaires!!!) et que la droite c'est la droite (qui n'aime pas les fonctionnaires!!!), et de voter Juppé au second tour.

Ce serait le scénario de la raison. Juppé, vieux manitou du parti néo-gaulliste et de toutes ses affaires douteuses, qui lui ont valu une condamnation à la place de Chirac et une « traversée du désert » bien menée, politicien sur le retour, en dernier sauveur du régime, de la République, de l'univers - mais pas des fonctionnaires ni des retraites. Qui ne voit qu'en réalité, ce scénario est aussi ridicule, aussi pathétique, aussi picrocholin, que les anecdotes et coquecigrues de *Un président, ça ne devrait pas dire ça ?*

Les couches sociales qui ont combattu pendant des mois pour ouvrir la crise du régime en cassant l'exécutif Hollande-Valls pour l'empêcher de casser le code du travail ne s'engageront pas dans ce scénario. Pour la première fois dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, répétons-le, la masse de la population n'est pas branchée sur les présidentielles. Tel est le fait qui domine toute la situation, tel est le fait qui rend fou tous ceux que Jupiter perdra, tel est le fait qui indique qui peut dénouer en fin de compte cette situation, faute de quoi la descente aux enfers continuera : le

monde du travail et la jeunesse, s'organisant pour affronter État et patronat et ouvrir la voie à la démocratie.

## Hollande et Poutine : les faits

Politique étrangère et politique intérieure sont toujours liées. Il se trouve qu'une antienne fréquemment répétée sur François Hollande consiste à dire que ce personnage d'une pièce de Labiche en politique intérieure, devient Scipion l'Africain en politique étrangère, par une étrange métamorphose qui aurait pu faire penser depuis longtemps ... à une tartarinade.

Les dernières mésaventures, pourtant commencées depuis longtemps, de l'exécutif français en politique étrangère, ont, dans les mêmes jours et donc dans la même séquence que *Un président ne devrait pas dire ça*, mit fin aussi à cette dernière planche de salut supposée de l'image présidentielle.

Les manœuvres et contre-manœuvres de l'impérialisme français l'ont en effet conduit à se trouver avoir invité Poutine à Paris au moment même où il lui fallait prendre la posture de la dénonciation des crimes de guerre et de menaces platoniques brandissant jugement et déshonneur éternel.

Poutine, qui n'a jamais rompu les discussions permanentes et officieuses avec Washington, n'allait pas donner à l'impérialisme au petit pied qu'est l'impérialisme français ne serait-ce que la faveur d'une discussion fictive sur les sujets censés fâcher, à savoir la Syrie et l'Ukraine, et il décida donc de ne pas venir à Paris le 19 octobre, sortant du même coup présidence et Affaires étrangères française du guépier dans lesquelles elles s'étaient elles mêmes fourrées.

Ces événements sont généralement incompris dans bien des sphères militantes de « gauche », qui, souvent sans s'en rendre compte, répètent le discours dominant en s'imaginant contester « ce que disent les médias », allant répétant que Hollande en caniche d'Obama et de Washington cherche à provoquer « la Russie », au risque, entend-on même, de déclencher la troisième guerre mondiale !

Il s'agit pourtant bien du discours *dominant* : du FN à J-L. Mélenchon en passant par Fillon, Juppé et Sarkozy, tous déplorent que « la France » ne comprenne pas « la Russie », que tous disent comprendre ...

Le combat réel contre la guerre et l'impérialisme exige l'analyse du réel et la rupture avec les fantasmes bloqués sur les souvenirs de la guerre froide et des deux guerres du golfe. On perd toujours les guerres en étant en retard d'une guerre.

Pas plus que la guerre entre États-Unis et Russie n'a été à l'ordre du jour ces dernières semaines, l'impérialisme français n'a tenté de « provocation » contre l'impérialisme russe. Le danger - considérable - que comporte la situation internationale est d'une autre nature et comporte de nombreux risques de guerre et de « dérapages » même « accidentels » : ce danger provient de la crise globale

du capitalisme et de la tectonique des plaques engagée dans les relations internationales à toutes les échelles et entre tous les impérialismes grands, moyens et petits. L'état-major US est mécontent de l'affaiblissement de l'impérialisme nord-américain au Proche-Orient et du rôle disproportionné joué par la Russie, lequel est disproportionné aussi, d'ailleurs, par rapport aux capacités de l'impérialisme russe et prépare pour lui des effets boomerangs qui seront d'autant plus puissants qu'ils auront été différés.

En ce qui concerne la France, rappelons que depuis l'implosion du bloc soviétique, celle-ci s'est d'abord alignée sur l'impérialisme nord-américain dans la première guerre du golfe (1991), et encore en Afghanistan (2001), puis s'est rebiffée (avec l'Allemagne), lors de la seconde guerre du golfe conduisant à une occupation de tout l'Irak (2003).

Confronté à l'affaiblissement de l'impérialisme nord-américain à partir de la crise globale ouverte en 2007-2008 (à laquelle conduisait l'expansion explosive et le militarisme des années précédentes), l'impérialisme français, surpris par les révolutions dans les pays arabo-musulmans, a entraîné États-Unis et OTAN dans l'intervention libyenne (2011), des motifs très précis (les liens Kadhafi-Sarkozy qu'il fallait effacer) intervenant dans cette opération.

Contrairement au *story telling* faussement « anti-impérialiste » de la « gauche de gauche », il n'y a pas eu alors une « destruction de l'État libyen » par la conspiration américano-sioniste représentée par Sarkozy et BHL, car l'État libyen avait déjà été détruit par l'insurrection populaire. Il s'agissait de surmonter les effets de celle-ci en confisquant la révolution et en soustrayant promptement Kadhafi au tribunal populaire.

En Syrie, c'est aussi une insurrection populaire de tout le pays sauf la montagne alaouite (bien que même là des mouvements se sont produits), et non pas un complot de « l'oligarchie » « américano-sioniste » qui ont entamé les hostilités contre Bachar el Assad. L'impérialisme nord-américain n'a pas déclenché ces événements, puis il a tenté de les encadrer en hésitant continuellement.

L'impérialisme français, ancienne puissance tutélaire de la Syrie et du Liban, tente de se réaffirmer en posant au plus intransigeant envers le régime syrien, mais sans en avoir les moyens et sans chercher à se les donner : **il s'agit de posture**. Cette posture a culminé une première fois dans la velléité d'entraîner Obama dans une intervention, suite à l'emploi massif d'armes chimiques contre le peuple de la Ghouta de Damas par le régime, mais les États-Unis n'ont pas suivi (août-septembre 2013), et une seconde fois ces derniers jours quand les États-Unis ont laissé la France monter au créneau au Conseil de sécurité de l'ONU.

Il s'agit d'une séance de gesticulations qui, à aucun moment, n'a visé l'objectif réel et urgent de stopper les bombardements russes sur Alep, objectif réel et urgent qui ne sera atteint que par la mobilisation et la solidarité internationale. Parallèlement, se prépare en Irak l'offensive contre Mossoul tenue par Daesh, porteur d'affrontement entre factions sunnites irakiennes, milices chiites, et forces

kurdes de l'enclave du Nord-Irak, l'armée turque s'étant approchée (en accord avec le chef nationaliste bourgeois kurde Barzani) pour veiller au grain. Pas plus que la défense de la population d'Alep Est contre les bombardements, les tortionnaires d'Assad et les nervis du Hezbollah, la libération de la population de Mossoul des islamistes de Daesh n'est la préoccupation réelle des impérialismes et des factions armées en présence.

Cette séance de gesticulations visait donc à couvrir ou à permettre la présence maintenue voire le retour en sous-fifre de l'impérialisme français dans la région, en Syrie et en Irak, et non à sauver Alep.

Mais elle est intervenue au moment où Poutine devait venir à Paris, suite à une invitation française adressée au printemps. Il devait d'ailleurs venir inaugurer le centre culturel orthodoxe, ce qui devrait inciter le gouvernement français, qui se veut sourcilieux en matière d'ingérences étrangères dans les cultes quand il s'agit de l'islam, à y mettre le holà ! Mais l'acharnement « anti-russe » ou plutôt anti-poutinien (ne confondons pas les Russes et Poutine ! ) de la France n'existe que dans l'imagination des « anti-impérialistes » de la « gauche de gauche ».

Répetons-le, cette visite provenait d'une invitation française remise officiellement par Jean-Marc Ayrault en avril dernier. La date du 19 octobre avait été annoncée en septembre. Poutine ne s'est pas « invité » lui-même, comme l'a titré la presse, mais a choisi de confirmer sa venue précisément le jour du rejet par le veto russe de la résolution soumise par la France au Conseil de sécurité (voir notre bulletin précédent).

Ayrault a alors joué les matamores en expliquant que s'il venait, alors on allait « s'expliquer ». Posture et galerie, en aucun cas épreuve de force réelle. Pour s'en convaincre, au lieu de s'imaginer avec la « gauche de gauche » « anti-impérialiste » que Paris cherche la guerre avec Moscou, nous citerons un des nombreux médias du net francophone lié au régime russe, *Le courrier de Russie* :

*« Les ministres des affaires étrangères français et allemand, Jean-Marc Ayrault et Frank-Walter Steinmeier, en visite en Ukraine les 14 et 15 septembre, ont proposé une nouvelle stratégie de règlement pacifique du conflit au Donbass, bien plus proche de l'option proposée par Moscou que de celle mise en avant par Kiev. Paris et Berlin insistent pour que Kiev accorde d'abord un statut particulier au Donbass, avant de reprendre le contrôle de la frontière entre cette région rebelle et la Russie. Kiev, de son côté, déclare ne pas être prête à accorder de l'autonomie au Donbass tant qu'elle n'aura pas le contrôle total de la frontière. »*

J.M. Ayrault est allé jusqu'à « sommer » l'Ukraine de faire son « devoir » en accordant un « statut spécial » au Donbass préalablement à tout autre évolution, alors que le Donbass est occupé de fait par la Russie.

**Se livrer à des gesticulations « occidentales » tout en favorisant certains intérêts impérialistes russes est une spécialité française.** Sarkozy, en 2008, y avait excellé lors de sa visite en Géorgie, officiellement pour jouer les boucliers anti-russes, réellement pour faire passer un cessez-le-feu offrant à Poutine

l'occupation de régions entières, qu'il occupe toujours. Déjà en ce temps là, les « anti-impérialistes » de « gauche de gauche » mordaient à l'hameçon et s'excitaient contre l'alignement de « la France » sur « les Américains ». Hollande et Ayrault s'essayaient à des manœuvres similaires avec beaucoup moins de bonheur ...

Car le « camouflet » le plus grave pour les « intérêts français » de ces derniers jours n'est pas venu de Poutine, mais ... de la Pologne, annulant un gros contrat de ventes d'hélicoptères de combat, qui en son temps avait été présenté comme une compensation à l'annulation finale de la vente des Mistrals à la Russie, vente qui avait elle-même été négociée suite à l'expédition géorgienne de Sarkozy en 2008 ... C'est donc la Bérézina sur tous les tableaux : à jouer les petits télégraphistes, l'impérialisme de seconde zone qu'est la France se fait tailler des croupières de part et d'autre.

Que l'on se rassure toutefois pour lui, il a pour l'heure préserver l'essentiel : les ventes d'armes dans le monde entier (Inde, Australie, Arabie saoudite, Émirats, Égypte ...) et sa main-mise sur l'Afrique sahélienne - deux facteurs cruciaux qui laissent de marbre « anti-impérialistes » « de gauche de gauche », n'y voyant aucun alignement américain ou « sioniste ».

Revenons à Poutine. Poutine sait bien que ce n'est pas la France qui va l'engueuler aussi bien sur la Syrie que sur l'Ukraine. Il sait tout cela, mais il ne tenait pas à laisser croire qu'il y aurait lieu de « s'expliquer » avec qui que ce soit d'autre que Washington, et il a choisi de ne pas venir. Contrairement à ce qui fut raconté, les uns pour s'en féliciter, les autres pour le déplorer, Hollande n'a pas annulé sa visite. Hollande n'a fait que laisser filtrer ses doutes, s'affaiblissant lui-même un peu plus ...

Un autre facteur a certainement joué dans sa décision : une manifestation se préparait, et malgré le silence abyssal ou la confusion soi-disant « anti-impérialiste », on entend beaucoup dire en France, parmi l'ancien « peuple de gauche » à la base, que ce qui se passe à Alep est horrible et qu'il est honteux de ne rien faire. Et ce ne sont certainement pas des bombardement que l'on veut faire, mais bien des manifestations de solidarité. La venue de Poutine aurait donc pu être confrontée à une manifestation marquant la mise en mouvement de couches de plus en plus larges pour ce qui serait une vraie rupture : le retour à la solidarité internationaliste, en finissant avec les indignations sélectives et unilatérales qui conduisent toute solidarité à la mort.

Poutine a annulé sa venue, mais la manifestation a été maintenue par la volonté, notamment, des jeunes des diasporas syrienne, ukrainienne et russe. Avec le comité Koltchenko, nous serons à leurs côtés ce mercredi 19 octobre à 18h, à l'angle de la rue de l'Université et de la rue Constantine, Paris.

## J-L. Mélenchon fait partie du problème

Jean-Luc Mélenchon a donc dit ... qu'a-t-il dit exactement ? Que le massacre de la population d'Alep ce sont des « bavardages » ? Que nenni, ces propos étant d'odieux mensonges diffusés par « les médias » qui, comme chacun sait, en veulent beaucoup à Mélenchon (et réciproquement) ? En tous cas, il a bien expliqué que les bombardements c'est terrible (encore heureux !) mais qu'à Alep comme au Havre en 44, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, en tout cas c'était l'idée. Rappelons ceci dit que la destruction du Havre en 44 n'avait aucun intérêt réel pour combattre le nazisme ... Il a expliqué aussi qu'on ne s'indigne pas assez des crimes saoudiens au Yémen. C'est bien vrai. D'autant que l'Arabie saoudite les justifie en disant qu'elle lutte contre ... des islamistes, mais chiïtes dans ce cas ! La même justification pour ne pas s'opposer au bombardement d'Alep, à savoir les islamistes, sunnites. De toute façon, les positions de J-L. Mélenchon sont claires et bien connue : l'alliance franco-russe correspond à l'intérêt de « la France » et en Syrie, Poutine fait ce qui est à faire.

En cela, J-L. Mélenchon n'a rien d'original : il reprend le discours dominant, du FN à lui-même en passant par Fillon, Juppé et Sarkozy. Nulle raison qu'une telle constatation ne l'offusque : il défend, dit-il « les intérêts de la France », comme on les défend quand on est dans l'opposition officielle : en postulant un impérialisme français plus fort qu'il ne l'est réellement, sortant de l'étreinte américaine et allemande, jouant la puissance mondiale et tendant la main à la Russie et à la Chine tout en gardant le pied posé sur l'Afrique.

Sur les forums et réseaux sociaux, partisans et adversaires de « JLM » s'étripent : national-populiste d'un côté, vendu à l'oligarchie, à Washington, de l'autre. Ces emballements sont contre-productifs.

Mais, sans diaboliser J-L. Mélenchon, il est temps de s'interroger sur son orientation politique. Ses positions en politique étrangère ne sont pas coupées de ses autres positions, et particulièrement d'une méthode politique radicalement bonapartiste, consistant à proclamer sa candidature dans un rapport direct au « peuple », par dessus les classes et les partis (y compris celui qu'il a créé, le PG, que, toutes proportions gardées, il traite comme De Gaulle avait traité le parti gaulliste ! ). Il affirme qu'élus, il convoquera une constituante, tel Chavez au Venezuela.

Mais justement : la constituante convoquée par Chavez, comme celle de Morales en Bolivie, était et est restée une **constituante octroyée, non souveraine. Les vraies constituantes naissent des révolutions contre les souverains, et non pas de leur élection.**

Quoi qu'il en soit nous sommes ici dans la pure spéculation. Car le problème posé par l'orientation et la campagne de J-L. Mélenchon est en train de grandir. De petite phrase en petite phrase (sur les travailleurs détachés qui volent le travail des travailleurs nationaux, sur *l'Internationale* qu'il en a marre d'entendre chanter à la fin de ses meetings ...) se dessine une méthode et une orientation qui n'est pas

la reprise de la campagne unitaire et démocratique de 2012, mais qui en est exactement le contraire.

Le souvenir et l'acquis de cette campagne, conjugués au rejet de l'exécutif Hollande-Valls, lui valent un capital de sympathie légitime et important dans le peuple des manifestants et des syndicalistes. Mais son orientation vise à aller au delà par delà les classes et les partis, et ne peut y arriver : elle est en train de le tasser à un niveau élevé, autour de 15%, qui n'est qu'un **niveau de nuisance et pas une perspective politique**. Autrement dit : J-L. Mélenchon fait maintenant partie du problème, et pas de la solution au problème, que constitue la crise de la V<sup>e</sup> République.

La toute dernière preuve vient d'être publiée au moment même où nous écrivons ces lignes : J-L. Mélenchon vient de déclarer que F. Hollande « *doit être* » candidat, qu'il ne faut pas, en mode viril, qu'il se « *défile* ». Bien au contraire l'intérêt du monde du travail et de la démocratie, serait que Hollande ne soit pas candidat ! L'annulation, la liquidation de la candidature du président sortant, pourraient être la première étape de l'effondrement du cadre pré-établi des présidentielles de la V<sup>e</sup> République. Un cadre pré-établi que J-L. Mélenchon défend mordicus ...

Cent fois plus « à gauche », si l'on veut employer cette expression, est le sentiment massif, majoritaire, que ces élections présidentielles ne sont pas les nôtres et que rien ne peut en sortir de bon. Ce sentiment va nourrir le grand retour des luttes de classes. **Avant, dans et au delà du scrutin.**

Notre bulletin relaye et soutient les appels à trois manifestations de cette prochaine semaine :

- Amiens, le 19 octobre, en solidarité avec les 8 de Goodyear,
- Paris, le 19 octobre aussi, contre Poutine, contre les bombardements d'Alep,
- Au mont Mézenc, le 23 octobre, pour les réfugiés, pour le droit d'asile, contre les racistes de Wauquiez à Le Pen.

Toutes sont des manifestations pour la liberté politique et la liberté tout court.

### Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- **Envoyez nous critiques et contributions.**